Bujumbura est resté ferme sur sa position face à la délégation de haut niveau

RFI, 27-02-2016 BurundiÂ : davantage dâ€™observateurs militaires et des droits de lâ€™homme de lâ€™UA Au Burundi, le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a reÃ§u les membres de la dÃ©lÃ©gation envoyÃ©s Ã Bujumbura par lâ€™Union africaine (UA) et 26Â fÃ©vrier. Pendant deux jours, les chefs dâ€™Etat du Gabon, SÃ©nÃ©gal, Mauritanie et Afrique du Sud ainsi que le Prem ministre Ã©thiopien se sont efforcÃ©s de convaincre Pierre Nkurunziza de renouer le dialogue avec ses opposants que le pouvoir burundais qualifie de Â«putschistesÂ». Ils ont obtenu le renforcement des experts militaires et des observateurs des droits de l'homme de l'UA, dans le pays, selon un communiquÃ© de la dÃ©lÃ©gation de lâ€™Union africaine.

AprÃ¨s deux jours de consultation avec Â«Â tous les acteurs burundaisÂ Â», les quatre chefs dâ€™Etat africains ainsi que le Premier ministre Ã©thiopien, ont dâ€™abord Â«Â exprimÃ© leurs inquiÃ©tudes face aux niveaux de violence et Ã lâ€™instabil laquelle se trouve le BurundiÂ Â» et proposent leurs solutions de sortie de crise. Comme le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de lâ€™ON Ban Ki-moon, qui les a prÃ©cÃ©dÃ©s de quelques jours, ils demandent au mÃ©diateur ougandais dâ€™organiser, rapidement, nouvelle session du dialogue, mais un dialogue inclusif ouvert Ã Â«Â tous les acteurs importants de la criseÂ Â». Une formulation plutÃ´t vague alors que l'un de leurs principauxÂ objectifs Ã©tait de convaincre Bujumbura dâ€™accepter un dialogue ouvert Ã toutes les parties. Ils annoncent Ã©galement que les observateurs des droits de lâ€™homme et les experts militaires de lâ€™Union africaine dÃ©ployÃ©s au Burundi vont Ãªtre portÃ©s respectivement Ã 100. Par ailleurs, la dÃ©lÃ©gat demande Ã la CommunautÃ© internationale de reprendre son aide au Burundi. Le Burundi publie son propre communiquÃ© Un peu plus tÃ´t dans la matinÃ©e, et c'est plutÃ´t inhabituel, le gouvernement burundais avait publiÃ© de son cÃ´tÃ© son propre communiquÃ© final, signÃ© par le chef de la diplomatie burundaise. Une faÃ§on de couper lâ€™herbe sous le pied de la dÃ©lÃ©gation de haut niveau. Sur la question cruciale du dialogue inclusif, Bujumbura reste ferme sur sa position : pas question de dialoguer avec les acteurs qualifiÃ©s de Â«Â non pacifiquesÂ Â» par le pouvoir, ce qui Ã©limine, Ã ses yeux, la principale plateforme dâ€™opposition, le Cnared [Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha et de l'Etat de droit au Burundi], que Bujumbura accuse dâ€™Ãªtre derriÃ¨re les violences. Et pour cela, le gouvernement burundais a un argument de poids. Il met en avant la rÃ©solution 2048 de lâ€™ONU qui dit exactement la mÃªme chose. Enfin, le pouvoir de Pierre Nkurunziza, qui a accusÃ© une nouvelle fois le Rwanda voisin dâ€™entraÃ®ner et dâ€™armer les rÃ©fugiÃ©s burundais pour dÃ©stabiliser ce pays, explique que les observateurs des droits de lâ€™homme et les experts militaires qui sont donc dÃ©ployÃ au Burundi, seront, entre autres, chargÃ©s de surveiller la frontiÃ¨re avec le Rwanda voisin.